



Fabien Perrier | 30 octobre 2017

Mélenchon à Athènes : l'Europe insoumise en marche ?

Jean-Luc Mélenchon et quatre députés de la France Insoumise étaient en déplacement à Athènes ce week-end. L'occasion de parler de dette et d'Europe. Et de poser une première pierre en vue des européennes de 2019. Le point avec Fabien Perrier, notre correspondant en Grèce.

Quelle gauche pour la Grèce... et pour l'Europe ?

Une délégation de la France Insoumise, composée de [Jean-Luc Mélenchon](#), Bénédicte Taurine, [Bastien Lachaud](#), Michel Larive et Loïc Prud'homme, a effectué une visite de trois jours en Grèce. Ils étaient venus notamment soutenir l'initiative lancée par Zoe Konstantopoulou dans le cadre de son parti, "Cap vers la Liberté" (*Plepsi Eleftherias*). L'ancienne Présidente du Parlement grec cherche à « *organiser la résistance, l'opposition aux politiques menées en Grèce et l'émancipation de son pays de la tutelle européenne* », comme elle l'a expliqué à *Regards*.

Jean-Luc Mélenchon était l'invité d'honneur et a prononcé, pendant plus d'une heure, un discours dans lequel il a apporté son soutien à Zoe Konstantopoulou et à "Unité populaire", l'autre parti de gauche né de la scission avec Syriza en juillet 2015, et a évoqué la dette grecque et européenne, le lancement d'une conférence européenne sur la dette ou encore les alliances politiques à l'échelle européenne pour établir des listes transnationales.

Une Grèce en crise depuis 2010

Le pays dans lequel il a tracé ces perspectives connaît en effet bien l'usage politique fait de la dette depuis 2010. Afin d'éviter un défaut de paiement, le gouvernement d'alors, mené par le social-démocrate Georges Papandreou, fait appel aux prêts de l'Union Européenne, à la BCE et du FMI et s'engage en échange à appliquer une politique d'austérité. Elle se compose de hausses des taxes, de réformes des retraites et du marché du travail, de privatisation... Les filets sociaux ont été détruits. Cette politique a conduit à une hausse du chômage, une précarisation du monde du travail et une augmentation des inégalités.

L'espoir renaît dans la population en 2015. Syriza remporte les élections avec, comme programme, le renversement de cette orientation politique. Mais les créanciers du pays ne laissent aucune marge de manœuvre à Syriza, allant jusqu'à couper les robinets de liquidité. En juillet 2015, Alexis Tsipras signe un troisième accord avec l'UE et la BCE (le FMI réserve sa participation), comportant les mêmes politiques. Deux lectures s'opposent au sein de la gauche : l'une consiste à soutenir Alexis Tsipras en imputant son *échec* au rapport de forces défavorable au sein de l'UE ; l'autre estime que le Premier ministre grec a commis une trahison en capitulant, au lieu de résister.

Ces deux lectures, qui semblent irréconciliables, mènent à une atomisation de la gauche en Grèce et en Europe. Yanis Varoufakis, ministre des Finances sous le premier gouvernement Tsipras a créé un mouvement (*Diem25*, Zoe Konstantopoulou lance "Cap vers la Liberté"... Pourtant, en Grèce, ces partis ne dépassent pas 4 à 5% en cumulant leurs scores dans les sondages. Quant à la gauche européenne, elle se déchire. Des forums naissent, comme celui du *Plan B* qui prône une sortie de l'UE si un changement radical dans l'Union Européenne (*plan A*) n'est pas suffisant.

Jean-Luc Mélenchon et l'Europe : les européennes de 2019 en ligne de mire

Ce n'est donc pas un hasard si Jean-Luc Mélenchon a choisi Athènes pour effectuer une annonce importante sur sa stratégie européenne. Le « *forum du plan B, le moment venu, sera présent sous la forme d'une liste aux élections européennes. Il portera devant les peuples le seul message qui vaut la peine d'être entendu et pour lequel cela vaut la peine de se battre : la paix* », a-t-il ainsi déclaré dans un long discours devant quelques centaines de militants. Puis, le député a ajouté qu'avec Alexis Tsipras, « *un espoir immense est alors passé dans toute l'Europe et chacun dans nos pays : nous étions tous Grecs* ». Avant d'évoquer « *une terrible histoire d'amour déçu* ». Pour lui, la Grèce est « *le symbole de la faillite de l'Union européenne et de son projet* » et non celui de « *la faiblesse du peuple grec* ».

Il espère donc redonner aux Grecs et aux Européens un instrument politique pour se battre lors des élections européennes de 2019. Première étape : fédérer l'opposition de gauche. En rencontrant différentes personnalités politiques de l'opposition à Syriza, il a commencé à s'y atteler. Jean-Luc Mélenchon a aussi évoqué des rencontres avec le Bloco au Portugal. L'Europe insoumise est en marche mais son accession au sommet reste un chemin semé d'embûches.

« *Pour l'instant, c'est Monsieur Macron qui a le point. Il ne faut pas chercher à le cacher. Car si l'on raconte des histoires, on n'est pas crédible* » Tel est l'avis que Jean-Luc Mélenchon, chef de file de la France Insoumise et député des Bouches-du-Rhône a exprimé lors d'une visite de trois jours à Athènes. Devant les journalistes, il évoquait un « *moment étrange dans le pays en état surcritique. L'avalanche devrait avoir lieu, elle n'a pas lieu* ». Et d'ajouter : « *nous étions le dernier pays en Europe qui avait un mécanisme de résistance tel que le dur de la réforme libérale passé [dans les autres pays européens] n'avait pas atteint la France. Monsieur Macron s'est vanté d'y être arrivé en cinq mois.* »